

APPEL URGENT

Solidarité avec les membres honduriens de La Via Campesina et avec le peuple du Honduras

mardi 30 juin 2009, par [La Via Campesina](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juin 2009).

(Mali, 28 June 2009) Au cours des derniers mois, les organisations locales du Honduras, de concert avec le Président Manuel Zelaya Rosales, ont contribué à la promotion et l'organisation d'une consultation de l'opinion publique au sujet d'une possible réforme institutionnelle, qui devait être lancée le 28 juin 2009.

A cinq heures ce matin, les forces armées du Honduras ont mené un coup d'Etat contre le Président Zelaya, mettant fin ainsi de façon brutale aux aspirations démocratiques des Honduriens, investis dans le lancement de la consultation de l'opinion publique.

A l'écoute de ces informations, les organisations locales, parmi lesquelles celles membres de La Via Campesina, sont descendues dans la rue pour dénoncer le coup d'Etat et demander le retour du Président démocratiquement élu avec tous les pouvoirs dont la loi l'investit. Le gouvernement du Président Zelaya a défendu les droits des travailleurs/euses et des paysans/nes, a rejoint l'alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) et, plus généralement, a mis en œuvre des politiques qui ont des effets bénéfiques pour les paysans honduriens et leurs familles.

Les événements de ces dernières heures sont la marque d'une oligarchie, de la droite rétrograde, qui cherche à préserver ses intérêts et ceux des tenants, nationaux et internationaux, du capital. Cette élite sert ainsi en particulier les intérêts des entreprises transnationales. A cette fin, elle a utilisé les forces armées et d'autres institutions publiques, dont le parlement, les ministres d'Etat, les media d'obédience néo-libérale et d'autres encore.

Face à ces actes répréhensibles, La Via Campesina internationale demande :

1. le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel, sans effusion de sang
2. que les forces armées se gardent d'exercer une quelconque répression à l'égard des Honduriens qui exigent un retour de la démocratie
3. le respect de l'intégrité physique des leaders sociaux, dont Rafael

Alegria de la Via Campesina

4. le retour immédiat à ses fonctions du Président Zelaya

5. la garantie par les autorités du droit pour la population de l'exercice d'une pleine démocratie, à travers la consultation populaire ainsi que toute autre forme d'expression.

La Via Campesina restera vigilante à garantir la sécurité de nos organisations membres, de nos leaders et de l'ensemble des Honduriens, durant ces moments difficiles.

Nous appelons toutes les paysannes, les paysans, leurs familles et leurs organisations, ainsi que l'ensemble des autres mouvements sociaux, à protester et à publier des lettres ouvertes, condamnant le coup d'Etat, auprès des ambassades du Honduras dans leur pays respectif.

Nous restons debout, solidaires de nos organisations paysannes sœurs du Honduras.

Globalisons la lutte, globalisons l'espoir !

Comité de coordination international de la Via Campesina
Mali, Afrique, 28 juin 2009 (traduit en français le 30 juin)